La quatrième solution : l'économie visant à la satisfaction des besoins

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **36 (1944)**

Heft 5-6

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-384389

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

changements d'emploi. Rien ne s'oppose à l'occupation complète de toutes les personnes désireuses de travailler, et cela par l'adaptation de la durée du travail aux possibilités d'emploi. C'est uniquement une question de bonne volonté.

La quatrième solution: L'économie visant à la satisfaction des besoins.

L'organe international d'information « Planwirtschaftliche Korrespondenz » commente comme il suit la brochure que M. le professeur Marbach a consacrée au problème de l'occupation complète:

Quelle méthode M. le professeur Marbach recommande-t-il pour lutter contre les crises? Où propose-t-il d'appliquer tout d'abord le remède? Que convient-il de ranimer pour commencer: la production ou la consommation? « Cette question nous engage à vérifier la théorie trop longtemps dominante du développement des moyens de production, combiné parfois avec des mesures de l'Etat en vue d'assurer le démarrage de l'activité économique. » Marbach est adversaire de cette théorie; il se prononce de la manière la plus nette pour des « injections » de pouvoir d'achat destinées à ranimer la consommation.

Il nous semble faux d'opposer ces deux mesures de lutte contre la crise. En effet, il n'est pas possible de faire une distinction entre la consommation industrielle et celle de l'individu. Les périodes de prospérité sont toujours accompagnées d'un renouvellement massif de l'équipement des usines et fabriques, et seule une forte augmentation de l'activité de l'industrie des biens de production peut assurer les débouchés de l'industrie des biens de consommation. En effet, la plus grande partie des ouvriers sont occupés — et à des salaires plus élevés — dans l'industrie des biens de production. C'est aussi ce qui explique l'échec du New-Deal, qui a tenté, comme on le sait, de combattre la crise par des méthodes propres à accroître la vente des biens de consommation.

Comment les produits fabriqués doivent-ils être écoulés, et de quelle manière atteindre un degré aussi élevé que possible d'occupation complète? Les salariés constituent la grande masse des consommateurs et leur consommation est d'une importance décisive pour l'activité économique.

Marbach repousse les augmentations de salaire « parce qu'elles ont pour corollaire un accroissement des frais de production, lequel se traduit par une hausse des prix de détail, ce qui a uniquement pour effet de modifier la relation entre la monnaie et les biens. En outre, les relèvements de salaire doivent être généralisés pour éviter que certains employeurs bénéficient d'avantages particuliers au détriment d'autres. » Mais, dans ces conditions, comment donc développer la consommation? Marbach répond: « Les méthodes à

cet effet ne peuvent être limitées au plan national; seules des mesures internationales sont efficaces. Aucun pays dépendant de l'économie mondiale ne peut inaugurer avec succès une politique tendant à l'occupation complète. La consommation ne peut être accrue et la crise d'après-guerre évitée qu'à la condition que les Etats unissent leurs efforts. » Telle est la panacée dont le socialiste Marbach attend le salut de la société capitaliste. « L'économie fondée sur la concurrence (Marktwirtschaft), nous dit Marbach, ne pourra être maintenue de manière durable que si nous parvenons, après la guerre, à assurer un degré d'occupation se rapprochant autant que possible du maximum. » Tel est le souci du professeur bernois.

Mais comment réaliser la coopération internationale indispensable pour réglementer le pouvoir de consommation? L'expérience ne démontre-t-elle pas que toutes les tentatives de combattre la crise sur le terrain international ont échoué? Pouvons-nous attendre de gouvernements qui se sont montrés incapables de s'entendre sur la semaine de quarante heures qu'ils consentent à collaborer pour régler le problème des débouchés dans les divers pays?

Cette « Marktwirtschaft », tous les apologistes du capitalisme nous l'enseignent, n'est pas autre chose que le régime économique fondé sur la *concurrence*. Concurrence est synonyme de lutte. En d'autres termes, ce système est un système de combat. Les frais de production doivent être sans cesse réduits, d'où l'obligation constante de rationaliser la production et de perfectionner l'équipement. Sous peine d'être éliminé, chaque industriel doit moderniser son entreprise, faute de quoi son capital sera dévalorisé par le progrès technique. L'acquisition de nouvelles machines rend une partie de la main-d'œuvre superflue; les frais de production sont diminués, mais ce qui ne veut pas dire que les prix de vente sont baissés proportionnellement. La concurrence exerce donc une pression constante sur l'entrepreneur et l'accumulation devient un impératif catégorique pour chaque entreprise capitaliste. En revanche, un perfectionnement incessant de l'appareil de production a nécessairement pour corollaire un recul constant du pouvoir d'achat par rapport à la capacité de production. Cela explique pourquoi le « chômage technologique » doit être considéré comme l'une des principales causes des crises. C'est aussi la raison pour laquelle le déséquilibre entre la production et la consommation est l'un des phénomènes les plus apparents de l'économie capitaliste.

Marbach entend mettre fin à ce déséquilibre tout en maintenant le régime de concurrence. Il croit notamment que les entrepreneurs finiront par se rendre à l'évidence que seule une réglementation internationale de la capacité de consommation peut encore sauver le monde capitaliste. Ce faisant, il oublie tout simplement que les lois d'airain de l'économie sont plus fortes que tous les désirs et tous les conseils, fussent-ils exprimés et prodigués par des hommes de science. La production capitaliste ne dépend pas

de la bonne ou de la mauvaise volonté: elle n'est poursuivie qu'en raison même du profit que les capitalistes peuvent en tirer. « La marge de bénéfice, disait déjà Marx, tel est le moteur de la production en régime capitaliste. » C'est cette marge qui décide en dernière instance de la production et de la consommation.

Les causes des crises ne peuvent être supprimées qu'à la condition de mettre fin à ce régime de concurrence, à cette économie de combat. La seule possibilité que nous ayons d'y parvenir, c'est d'instaurer une *économie dirigée socialiste;* le mobile du profit étant alors éliminé, toutes les autres causes de conflit disparaîtront, tant sur le plan national qu'international. A ce moment, la réglementation internationale de la consommation résultera tout naturellement de l'entente mondiale entre les travailleurs. Une seule et unique voie mène à l'occupation complète: *une économie socialiste visant à la satisfaction des besoins.*

Auguste Huggler †

Dans la nuit du 20 avril dernier est décédé un homme qui avait derrière lui une activité exceptionnellement fructueuse au service du mouvement ouvrier suisse et qui, aux époques les plus agitées, a toujours combattu courageusement au premier plan: Auguste Huggler.

En évoquant la mémoire du disparu, l'Union syndicale suisse tient tout particulièrement à rendre hommage à celui qui fut son premier secrétaire après la réorganisation définitive de 1908. Dès son entrée en fonctions, Auguste Huggler vit s'ouvrir devant lui un vaste champ d'activité, semé de difficultés. La réorganisation avait placé l'Union syndicale suisse en face de tâches entièrement nouvelles et Huggler dut s'engager dans bien des chemins que personne n'avait encore empruntés jusqu'alors. En effet, le mouvement syndical suisse se trouvait encore, à cette époque, au stade des expériences. Nul ne savait au fond où les choses en étaient exactement. En outre, un certain malaise continuait à se faire sentir. Alors que l'Union syndicale s'était opposée pendant des années à l'autonomie et à l'indépendance des fédérations affiliés, et au moment même où la réorganisation les avait débarrassées de la tutelle qu'elles subissaient, l'entente fraîchement cimentée menaçait de se rompre. C'est avec un humour non dépourvu de mélancolie que Huggler dépeignit, dans le premier rapport d'exercice qu'il eut à rédiger, la situation à laquelle il avait alors à faire face. Ses commentaires ne laissent pas de revêtir une certaine actualité:

« Comme on le sait, le congrès syndicaliste, qui a eu lieu à Bienne les 18 et 19 avril 1908, a offert par moments un spectacle assez triste, évoquant bien plus un effondrement que l'avènement d'une ère nouvelle. L'ancien édifice était devenu vermoulu et peu sûr; des parties entières de celui-ci étaient vides depuis des années parce que les locataires avaient préféré quitter le foyer commun pour construire leur propre maison, à travers les fenêtres de laquelle ils regardaient d'un air apitoyé et moqueur ceux qui continuaient à habiter le vieil immeuble. A vrai dire, l'Union syndicale n'offrait plus un asile bien attrayant depuis que certains jeunes éléments y répandaient dans tous les coins leurs critiques caustiques et dissolvantes, au risque d'ébranler les fondations les plus solides. Chacun sentait instinctivement que l'ancienne organisation ne pouvait plus être maintenue; mais quant à la forme et au contenu du nouvel édifice,